

Les personnels de gardiennage, de la régie / brigade se sont invités au siège pour être écoutés, entendus !

**RAS !
LE BOL !**

C'est le ras le bol qui a fait se déplacer ce lundi matin près de 80 membres du personnel de gardiennage et de brigade/régie, qui ont été reçus par le Directeur général.

Les motifs de l'exaspération sont multiples :

- Suppression arbitraire de la récupération du jour férié pour les gardiens d'astreinte
- Suppression de l'enveloppe de 53 000€ pour les aides sociales CSE impactant les personnels ayant les plus bas salaires
- Baisse de l'intéressement alors que le résultat 2020 est très bon mais il y a beaucoup de logements vacants sans que les personnels n'en soient responsables.
- Non remplacement des personnels en longue maladie et pas d'aide pour les gardien(ne)s isolé(e)s
- Et une question : qu'advient-il du personnel en détachement après 2022 ?



Mais ce qui a le plus transpiré dans les nombreuses interventions des salariés présents est **le manque de considération des personnels de proximité** « nous ne sommes rien du tout pour vous, tout ce décide d'en haut ! » mais « nous sommes la vitrine d'AB Habitat car quotidiennement sur le terrain, nous les locataires nous connaissons pas vous (la direction) »

A également été mis en avant l'investissement des gardiens pour pallier aux états des lieux sur la base du volontariat et toujours sans aucune reconnaissance de nature salariale. Il n'y a même pas eu un remerciement de la part de la direction.

Les personnels de la régie/brigade ont eux aussi exprimé **leur mal être et le sentiment de non reconnaissance** qui s'est concrétisé par la suppression des aides sociales à travers les chèques vacances enfants qui, pour les plus bas salaires représentent un manque à gagner annuel de 600€.

La réponse du Directeur général est qu'il :

- maintient la récupération de l'astreinte des jours fériés juste pour cette année.
- versement au CSE des 10 000€ annoncés le 16 mars mais toujours pas versés. Cela diminuera par 5 les aides sociales permettant de mieux articuler la vie personnelle et professionnelle (supplément familial, aides aux gardes d'enfants, ...).



Comment le Président et les administrateurs peuvent laisser remettre en cause des acquis sociaux notamment en matière d'égalité professionnelle ? C'est honteux !

Tout cela ne répond pas dans le temps au **manque de reconnaissance des salariés de proximité taxés de fainéants** par certains responsables parfois nouveaux dans l'organisme.

Il a été également rappelé que **les personnels administratifs**, même s'ils n'étaient pas présents ce matin, **ressentent également ce manque de reconnaissance** et particulièrement les personnels des agences.



Mais le plus inquiétant est le mal être qui se généralise jusqu'au Codir avec le départ annoncé de la Directrice de la proximité et des politiques sociales. **En quelques mois ce ne sont pas moins de 3 Directeurs sur 5 qui quittent AB Habitat, sans compter les responsables et autres salariés dans divers services. Et il ne faudrait pas s'inquiéter ?**

Qu'attendent les membres du Conseil d'administration pour agir ? Que le bateau coule complètement ? **Il est regrettable de constater que le Président n'ait pas une réelle volonté d'agir efficacement face à ces situations et ne fait pas perdurer les valeurs et les principes qui ont guidé notre organisme depuis près d'un siècle.**

Concernant l'intéressement, il nous a été annoncé qu'il serait versé en juillet (au lieu de mai) Son calcul dépend de plusieurs critères : le résultat financier de l'exercice qui est très bon en 2020 : sur une enveloppe de 200 000€ cela représente 70 000€. Pour les 3 autres critères : la vacance de logements, l'enquête de satisfaction locataires et les impayés de loyers **les résultats se sont dégradés mais la plupart du temps pour des raisons qui ne sont pas du fait des salariés.** Outre le confinement pendant la crise sanitaire, il y a aussi le non remplacement des techniciens EDL partis ainsi que le marché des entreprises de remise en état des logements qui n'a pas été fait en temps et en heure. Les gardiens font état de beaucoup de logements vacants incompréhensible alors qu'il y a une demande de logement accrue.

Concernant les impayés de loyers, nous n'avons pas les chiffres mais pour une grande part il ne s'agit que de retard de paiement.

Nous rappelons que l'intéressement n'est pas le salaire, bien que cela met un peu de « beurre dans les épinards » comme on dit. C'est pour cette raison que votre syndicat C.G.T. favorise les augmentations collectives de salaires plutôt que les primes et autres gratifications ponctuelles souvent distribuées à la tête du client, comme la direction voudrait appliquer dans leur projet de réorganisation, en abaissant la classification des emplois créés sans prise en compte de leur contenu, cotation.

Les personnels sont apparus extrêmement déterminés et il est peu probable que les éléments de réponse de la Direction soient de nature à apaiser les inquiétudes. De plus, considérant que tout le monde vit dans un climat de réorganisation/désorganisation, nous pensons que notre Direction aurait tort de miser sur la lassitude des personnels alors que **nous ressentons** plutôt, et au-delà des personnels présents aujourd'hui, **le risque d'une volonté de radicalisation des actions....**

Restons mobilisés, solidaires et développons les initiatives pour être respectés

